

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Nouveau-Brunswick : budget 2026

Un renversement marqué de la situation budgétaire

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

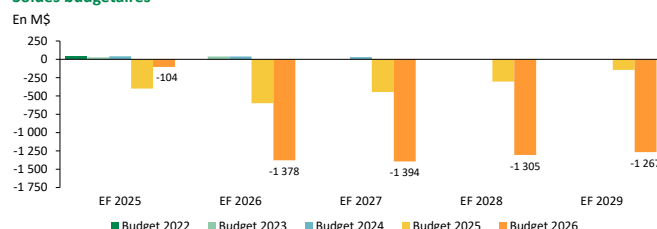
FAITS SAILLANTS

- Le budget du Nouveau-Brunswick pour l'exercice 2026-2027 (EF 2027) prévoit une succession de déficits importants jusqu'à l'EF 2029, tous nettement plus prononcés que ceux présentés dans le budget de l'an dernier (graphique 1). Le tableau résume les nouvelles prévisions financières de la province.
- Les nouvelles mesures de dépenses, en particulier en santé, expliquent l'aggravation de la situation budgétaire.
- Le ratio de la dette nette au PIB devrait augmenter graduellement pour atteindre 36,0 % sur l'horizon de prévision, comparativement à une projection de 28,5 % dans le plan budgétaire précédent. La dette nette du Nouveau-Brunswick s'inscrit ainsi sur une trajectoire ascendante en proportion de l'économie.
- Le Nouveau-Brunswick prévoit emprunter 4,2 G\$ lors de l'EF 2027, en hausse par rapport aux 3,5 G\$ contractés pendant l'EF 2026.

Graphique 1

Les déficits du Nouveau-Brunswick devraient être plus importants que prévu

Soldes budgétaires

EF : exercice financier
Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick et Desjardins, Études économiques

Tableau

Prévisions fiscales du Nouveau-Brunswick

En M\$ (sauf si indiqué)	2024-2025	2025-2026		2026-2027		2027-2028		2028-2029	
	Réalisé	Bud 2025	Bud 2026	Bud 2025	Bud 2026	Bud 2025	Bud 2026	Bud 2025	Bud 2026
Revenus totaux	13 647	13 792	13 488	14 247	14 244	14 749	14 857	15 260	15 175
Variation en %	3,9	1,1	-1,2	3,3	5,6	3,5	4,3	3,5	2,1
Dépenses totales	13 751	14 341	14 816	14 694	15 638	15 053	16 162	15 404	16 442
Variation en %	8,9	4,3	7,7	2,5	5,5	2,4	3,4	2,3	1,7
Réserves	0	50	50	0	0	0	0	0	0
Équilibre budgétaire	-104	-599	-1 378	-447	-1 394	-304	-1 305	-144	-1 267
En % du PIB	-0,2	-1,2	-2,8	-0,9	-2,7	-0,6	-2,5	-0,3	-2,3
Dette nette (en % du PIB)	25,4	26,6	27,9	27,7	30,8	28,3	33,6	28,5	36,0
PIB réel (var. en %)*	2,7	1,1	1,3	1,3	1,0	1,5	1,1	1,5	1,3
PIB nominal (var. en %)*	4,0	3,2	3,6	2,7	3,1	2,6	3,0	2,6	3,2

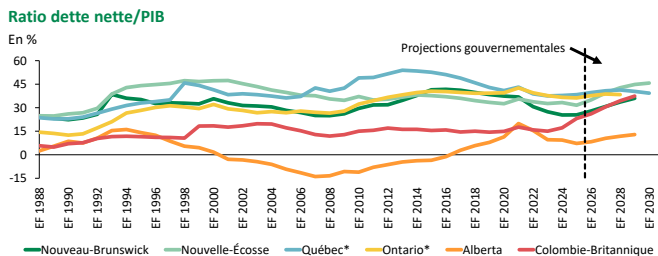
Bud : budget; * Année civile : 2024-2025 correspond à l'année civile 2024, et ainsi de suite.

Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick et Desjardins, Études économiques

Malgré une année 2025 marquée par une forte incertitude, qui devrait néanmoins s'être soldée par une performance économique meilleure que prévu, la situation budgétaire du Nouveau-Brunswick s'est nettement détériorée depuis le budget de 2025 en raison de la hausse des dépenses. Le déficit de l'exercice 2025-2026 (EF 2026) est passé d'une projection de 0,6 G\$ il y a un an à un manque à gagner anticipé de 1,4 G\$ (2,8 % du PIB nominal). Et les perspectives ne laissent entrevoir que peu d'amélioration. La principale source de pression demeure l'augmentation des dépenses, surtout en santé, qui devraient croître de 7,7 % cette année, soit bien au-delà de la hausse de 4,3 % anticipée à la même période l'an dernier. Dans ce contexte, le ratio de la dette nette au PIB devrait passer de 25,4 % l'an dernier à 36,0 % lors de l'EF 2029 (graphique 2). Compte tenu de ces projections de dépenses plus élevées, combinées à une intensification des investissements prévus en infrastructures, le programme d'emprunts du Nouveau-Brunswick a été revu à la hausse.

Graphique 2

La dette nette du Nouveau-Brunswick est en hausse



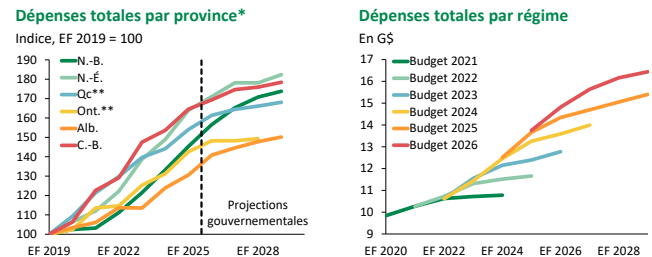
EF : exercice financier; * D'après les projections de mi-exercice 2024.
Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Le Nouveau-Brunswick desserre les cordons de la bourse

La détérioration des finances publiques du Nouveau-Brunswick s'explique presque entièrement par des dépenses plus élevées que prévu. Non seulement les dépenses totales devraient croître plus rapidement au cours de l'exercice en cours que ce qui était anticipé précédemment (7,7 % contre 4,3 %), mais cette dynamique devrait également se poursuivre au cours des trois prochains exercices, avec une croissance annuelle moyenne de 3,5 %, comparativement à 2,4 % dans le plan antérieur. De fait, le profil de dépenses de la province a été systématiquement revu à la hausse à chaque budget au cours des dernières années (graphique 3). Depuis l'EF 2019, la croissance des dépenses du Nouveau-Brunswick a dépassé celle de l'Alberta et de l'Ontario, et pourrait éventuellement surpasser celle du Québec.

Graphique 3

Les dépenses prévues au Nouveau-Brunswick sont en hausse



EF : exercice financier; * Inclut les réserves; ** D'après les projections de mi-exercice 2026.
Statistique Canada, documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

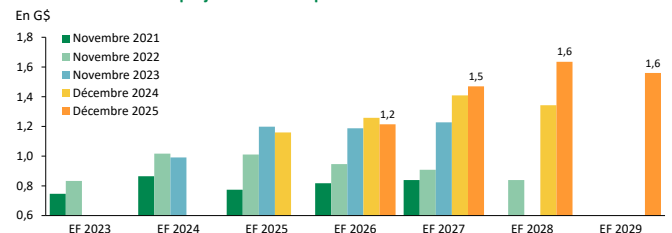
La santé demeure le principal moteur de la hausse des dépenses. Les crédits dans ce secteur augmentent de plus de 430 M\$ cette année par rapport à l'estimation précédente et devraient croître de près de 280 M\$ supplémentaires l'an prochain, ce qui représente une hausse cumulative de 17 % entre l'EF 2025 et l'EF 2027. Parmi les investissements notables en santé figurent 170 M\$ liés à l'Entente sur les services médicaux, 30 M\$ pour élargir le modèle des cliniques de soins collaboratifs et 50 M\$ afin de soutenir la poursuite de la mise en œuvre d'un système d'information clinique. Les investissements visant l'abordabilité, le logement et les soutiens sociaux, totalisant près de 160 M\$, ainsi que ceux en éducation et à l'intention des enfants, qui dépassent 140 M\$, affichent également des hausses marquées des sommes prévues pour l'an prochain.

Selon le budget d'immobilisations de l'EF 2026, publié en décembre 2025, le Nouveau-Brunswick prévoit que les dépenses en infrastructures atteindront 1,5 G\$ au cours de chacun des trois prochains exercices, soit une augmentation de 16 % par rapport au précédent plan pluriannuel (graphique 4). La hausse des investissements en infrastructures est principalement concentrée dans le transport et les infrastructures connexes, suivis de l'enseignement postsecondaire, de la formation et du marché du travail, ainsi que du secteur de la santé. À l'inverse, les

Graphique 4

Les plans d'infrastructures de nouveau dynamisés

Nouveau-Brunswick – projections des dépenses d'infrastructures



EF : exercice financier
Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick et Desjardins, Études économiques

investissements prévus en infrastructures pour l'éducation et le développement de la petite enfance ont été revus à la baisse par rapport au budget d'immobilisations de l'EF 2025. Bien que ces niveaux élevés de dépenses en infrastructures soient susceptibles de soutenir la croissance de la province et de stimuler l'activité économique, ils contribueront également à l'augmentation du fardeau de la dette nette.

Les revenus ne parviennent jamais tout à fait à suivre la cadence des dépenses

Alors que les dépenses s'inscrivent sur une trajectoire de hausse marquée, les revenus ne devraient pas réussir à combler l'écart. Contrairement à l'augmentation de 7,7 % des dépenses prévue pour l'exercice en cours, qui les porterait à 14,8 G\$, les revenus devraient plutôt reculer de 1,2 % pour s'établir à 13,5 G\$. Certes, la croissance des revenus devrait dépasser en moyenne celle des dépenses au cours des trois prochains exercices (4,0 % contre 3,5 %), mais cet écart demeure insuffisant pour réduire de façon significative le déficit.

Le défi à court terme lié à la faiblesse des revenus survient pourtant dans un contexte où l'économie du Nouveau-Brunswick aurait surpassé les projections du budget de l'an dernier. Au moment du dépôt du budget précédent, la croissance du PIB réel en 2025 était estimée à 1,1 %, tandis que le PIB nominal devait progresser de 3,2 %. Les estimations actuelles sont légèrement plus favorables, la croissance étant désormais évaluée à 1,3 % en termes réels et à 3,6 % en termes nominaux. Cette révision s'explique en partie par l'incidence relativement limitée des droits de douane américains, le Nouveau-Brunswick étant exposé à l'un des taux tarifaires effectifs moyens les plus faibles sur ses exportations parmi les provinces canadiennes (graphique 5). De fait, la croissance du PIB nominal, qui constitue la mesure la plus large de l'assiette fiscale, a été révisée à la hausse sur l'ensemble de l'horizon de prévision. Dans ce contexte, les revenus pourraient renouer avec des niveaux comparables à ceux anticipés dans le budget de 2025 dès l'EF 2027.

Des déficits plus profonds appelés à persister

La province reconnaît la nécessité de freiner la tendance haussière des dépenses alors que les revenus reviendront à des rythmes de croissance plus traditionnels. Afin d'accroître ses revenus, le gouvernement prévoit l'instauration de péages pour les véhicules immatriculés à l'extérieur du Nouveau-Brunswick. Il entend également intensifier la lutte contre le tabac de contrebande. Cela dit, comme le gouvernement provincial privilégie la recherche d'économies avant de demander un effort financier accru aux Néo-Brunswickois, il s'est engagé à réduire d'environ 12 % sur trois ans la taille de la partie 1 de la fonction publique, soit les ministères. Cette initiative permettra de réaliser des économies pouvant atteindre 100 M\$.

Malheureusement, les nouvelles sources de revenus et les économies identifiées semblent insuffisantes pour compenser l'augmentation des dépenses prévues. Le déficit devrait s'établir à un niveau légèrement inférieur à 1,4 G\$ l'an prochain, puis se réduire modestement pour atteindre 1,3 G\$ lors de l'EF 2029. Chacun de ces déficits dépasserait ainsi tous ceux enregistrés avant l'EF 2026. Le même constat s'applique lorsque ces déficits sont exprimés en proportion du PIB nominal, du moins en dehors des années de récession atypiques.

Emprunts et marchés obligataires

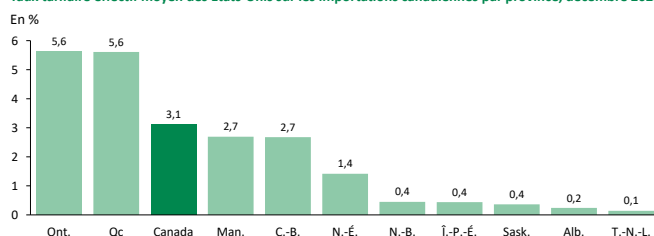
Le Nouveau-Brunswick prévoit emprunter 4,2 G\$ lors de l'EF 2027, comparativement à 3,5 G\$ réalisés pendant l'EF 2026. Ce montant n'inclut pas les besoins de financement de 150 M\$ associés à la Corporation de financement municipal. Sur le total prévu, 2,6 G\$ sont attribuables à de nouveaux emprunts à long terme découlant du budget, tandis que les besoins de refinancement s'élèvent à 1,0 G\$. Ces derniers sont majorés de 175 M\$ supplémentaires en raison d'un sous-financement observé lors de l'EF 2026.

Les écarts de rendement des obligations à long terme du Nouveau-Brunswick sont demeurés inchangés à la suite du dépôt du budget. Cette stabilité fait toutefois suite à une hausse graduelle amorcée au début de février 2026, moment où le rendement des obligations du Nouveau-Brunswick à 30 ans avait atteint son plus bas niveau relatif par rapport à celui des obligations comparables du gouvernement du Canada depuis au moins 15 ans. Depuis, la détérioration anticipée, puis observée des indicateurs budgétaires de la province s'est ajoutée à la remontée généralisée des taux d'intérêt, alimentée par l'incertitude provenant du sud de la frontière.

Graphique 5

Le Nouveau-Brunswick a été épargné par certains des pires tarifs douaniers américains

Taux tarifaire effectif moyen des États-Unis sur les importations canadiennes par province, décembre 2025



* Taux tarifaire effectif moyen basé sur les droits calculés au niveau du SH6, pondérés par les exportations provinciales vers les États-Unis.
Statistique Canada, United States International Trade Commission et Desjardins, Études économiques